Spedizione in abbonamento postale

Anno 98° — Numero 20

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Mercoledì, 23 gennaio 1957 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 550-139 551-236 551-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 848-184 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 - Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le Agenzie della Libreria dello Stato in Roma, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze); via Marco Minghetti n. 31; in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa,,) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in Roma presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano Napoli, Firenze e Torino possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1956

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 20 dicembre 1956, n. 1536.

Ratifica ed esecuzione della Convenzione internazionale per l'unificazione dei metodi di analisi e di apprezzamento dei vini, conclusa a Parigi il 13 ottobre 1954.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione internazionale per l'unificazione dei metodi di analisi e di apprezzamento dei vini conclusa a Parigi il 13 ottobre 1954.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione internazionale indicata nell'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 20 dicembre 1956

GRONCHI

SEGNI — MARTINO — COLOMBO — ANDREOTTI — MATTARELLA

Visto, *il Guardasigilli*: MORO

Convention internationale pour l'unification des méthodes d'analyses et d'appréciation des vins

Les Parties Contractantes, ayant reconnu la nécessité d'unifier les méthodes d'analyse et d'appréciation des vins en vue de:

faciliter l'interprétation des résultats des analyses des vins dans le commerce international,

permettre un contrôle plus exact de la qualité des vins,

contribuer au développement de la recherche scientifique dans ce domaine;

et d'instaurer une coopération internationale permanente d'étude de ces méthodes pour en permettre la révision périodique, sont convenues de ce qui suit:

Article 1er

Les Parties Contractantes s'engagent à adopter dans leur réglementation nationale concernant le contrôle des vins destinés au commerce international les définitions et les méthodes d'analyse qui sont spécifiées dans l'annexe *A* de la présente Convention.

Article 2

Les établissements habilités par les Gouvernements des Parties Contractantes délivreront des certificats d'analyse conformes aux spécifications de l'annexe *A* mentionnée à l'article 1er.

Le nombre et la nature des éléments à déterminer pour l'analyse des vins étant variables selon le but recherché, les deux modèles de certificats d'analyse, constituant l'annexe *B* à la présente Convention, n'ont pas un caractère obligatoire. Toutefois, il y aurait intérêt à adopter le certificat n° 1 chaque fois que cela est possible. Au surplus, les éléments à déterminer pour l'analyse des vins destinés au trafic international devront être précisés lors de l'établissement des conventions ou des accords commerciaux.

Article 3

Les Parties Contractantes reconnaissent l'intérêt que présenterait l'adoption des méthodes d'analyse des vins indiquées dans l'annexe *A* comme méthodes officielles applicables à l'intérieur de chaque pays.

Article 4

Elles acceptent de se communiquer les textes des lois, décrets et règlements concernant les vins et leurs méthodes d'analyse, et de faire connaître les établissements habilités à délivrer les certificats d'analyse. L'O. I. V devra recevoir également tous ces documents et informations.

Article 5

Il est créé auprès de l'O. I. V une sous-commission pour l'unification des méthodes d'analyse et d'appréciation des vins, qui se réunira en principe une fois par an. Elle a pour mission:

1° de poursuivre les études en vue de compléter et de tenir à jour les définitions et les méthodes d'analyse des vins prévues dans l'annexe *A*;

2° de rédiger des instructions techniques;

3° de donner son avis sur les quantités limites de certains éléments composant les vins;

4° d'étudier toutes modifications des annexes proposées par une ou plusieurs parties contractantes.

La sous-commission soumettra le résultat de ses travaux au Comité de l'O. I. V qui est seul habilité à prendre une décision.

Article 6

Toute contestation portant sur l'interprétation des clauses de la présente Convention ou sur des difficultés d'application qui n'auraient pu être résolues par voie de négociation, sera portée devant le Comité de l'O.I V qui procédera à une tentative de conciliation ou en chargera, soit la sous-commission prévue à l'article 5 ci-dessus, soit un sous-comité restreint comprenant un expert de chacun des États intéressés et un expert désigné par l'O. I. V

La tentative de conciliation sera effectuée en tenant compte de tous documents et éléments probatoires utiles et après audition des parties. Elle donnera lieu à l'établissement d'un rapport que le directeur de l'O. I V devra notifier à chacun des États intéressés.

En cas d'échec de la tentative de conciliation, et après avoir épuisé tous autres voies et moyens de règlement, ils pourront recourir en dernière instance à la Cour Internationale de Justice.

Ils devront s'engager à supporter une part égale des frais entraînés par ces diverses procédures.

Article 7

La présente Convention remplacera, dans les rapports entre les États qui l'auront ratifiée, la Convention internationale sur l'unification des méthodes d'analyse des vins dans le commerce international, signée à Rome le 5 juin 1935.

Article 8

La présente Convention restera ouverte à la signature jusqu'au 1er mai 1955.

Elle sera ratifiée le plus tôt possible suivant les règles constitutionnelles propres à chacun des Etats contractants. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement français, qui en notifiera la date de réception à chaque État signataire et à l'O.I V

La présente Convention entrera en vigueur six mois après le dépôt des instruments de ratification par cinq États et pour chacun des autres signataires six mois après le dépôt de leurs propres instruments de ratification.

La présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tout autre État. Elle deviendra effective six mois après la réception de l'acte d'adhésion par le Gouvernement français, qui la notifiera à chacun des autres États signataires ou adhérents, ainsi qu'à l'O. I. V

Article 9

Tout État contractant ou adhérent peut, en tout temps, notifier au Gouvernement français que la présente Convention est applicable non seulement à son propre territoire, mais encore à tout ou partie des territoires dont il assure la représentation diplomatique sur le plan international.

Tout État contractant ou adhérent a la faculté de déclarer, au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, qu'il subordonne, en ce qui le concerne, l'entrée en vigueur de la présente Convention à la ratification ou à l'adhésion de certains États nommément désignés.

Article 10

La présente Convention pourra être dénoncée par chaque État contractant ou adhérent, soit pour son propre territoire, soit pour tout ou partie des territoires dont il assure la représentation diplomatique; cette dénonciation sera notifiée par celui-ci au Gouvernement français, qui en informera immédiatement les autres États signataires ou adhérents, ainsi que l'O. I. V

La dénonciation aura effet seulement à l'égard de l'État intéressé et pour les territoires qu'elle vise un an après la date de sa réception par le Gouvernement français.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention établie en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Ministère français des Affaires étrangères, et une copie en sera remise à chacun des États signataires ou adhérents, ainsi qu'à l'O. I. V

Fait à Paris, le 13 octobre 1954.

Pays signataires de la Convention à la date du 1er mai 1955 :

ALLEMAGNE	ITALIE
AUTRICHE	LUXEMBOURG
CHILI	PORTUGAL
ESPAGNE	SUISSE
FRANCE	TURQUIE
GRÈCE	YOUGOSLAVIE

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

ANNEXE *A*

Définitions et méthodes d'analyse

L'analyse des vins nécessite un examen préalable d'appréciation et une analyse physique et chimique.

L'*examen préalable* comprend l'examen organoleptique, les essais de tenue du vin et l'examen microbiologique.

L'*examen organoleptique* comporte l'appréciation de la couleur, de la limpidité, de l'importance du dépôt (et éventuellement sa caractérisation), ainsi que la dégustation (odeur et saveur).

Les *essais de tenue* du vin se subdivisent en tenue à l'air et tenue au froid.

L'*examen microbiologique* comprend l'essai de tenue à l'étuve, l'examen microscopique du vin et du dépôt, l'identification et la numération des germes,

Analyse physique et chimique : Le texte ci-dessous comporte la définition des termes utilisés dans la rédaction des certificats d'analyse internationaux, et les méthodes reconnues les plus exactes et les plus conformes aux définitions adoptées.

Sous le nom de « méthodes d'analyse rapides » sont indiquées des méthodes plus simples, mais généralement un peu moins précises, qui pourront aussi être employées, en particulier en vue de transactions commerciales à l'intérieur de chaque pays.

L'indication de la méthode employée pour chaque détermination doit figurer sur le certificat d'analyse.

Nota. — L'analyse doit être faite sur le vin limpide. Si le vin est trouble, il sera préalablement filtré sur papier, en entonnoir couvert. Mention de cette opération devra figurer sur le certificat d'analyse.

DENSITÉ

DÉFINITION. — La densité d'un vin à 20° est le rapport de la masse d'un certain volume de ce liquide à 20° C à la masse du même volume d'eau à 4° C.

On peut aussi exprimer la densité du vin par le rapport de la masse d'un certain volume de ce liquide à 20° à la masse du même volume d'eau à la même température.

Il sera nécessaire de toujours préciser sur les certificats d'analyse le mode d'expression choisi par la notation:

$$d^{20°}_{20°} \quad \text{ou} \quad d^{20°}_{4°}$$

MÉTHODES DE MESURE. — Pycnométrie: résultats approchés à 0,0001 près.

ANALYSE RAPIDE. — Aréométrie ou balance hydrostatique. Résultats approchés à 0,0003 près.

DEGRÉ ALCOOLIQUE

DÉFINITION. — Le degré alcoolique volumétrique est égal au nombre de litres d'alcool éthylique contenu dans 100 litres de vin, ces volumes étant tous deux mesurés à la température de 20° C. On peut exprimer la quantité d'alcool en grammes par litre à 20°.

MÉTHODES DE MESURE. — Le vin sera distillé tel quel, le distillat obtenu fortement alcalinisé sera redistillé. Le deuxième distillat sera ramené au volume initial. La densité de ce distillat sera mesurée par pycnométrie.

ANALYSE RAPIDE. — Le vin devra être additionné d'une quantité de lait de chaux suffisante pour dépasser la neutralisation de 10 à 20 p. 100 le degré alcoolique du distillat, ramené au volume initial, sera déterminée par aréométrie, réfractométrie ou par la balance hydrostatique.

Les méthodes chimiques de dosage sont aussi acceptées pour la détermination du degré alcoolique, en particulier pour l'analyse des liquides faiblement alcooliques tels que les moûts, certains vins doux, etc.

En attendant l'établissement et l'adoption d'une table internationale de correspondance entre la densité et le degré alcoolique et entre l'indice de réfraction et le degré alcoolique, table dont l'établissement est souhaité, on devra indiquer sur le certificat d'analyse la densité du distillat et le nom de la table employée pour en déduire le degré alcoolique.

Le degré alcoolique doit être déterminé à 0°05 près dans l'analyse précise et à 0°1 près dans le cas de l'analyse rapide.

EXTRAIT SEC TOTAL

DÉFINITION. — *L'extrait sec total* des vins est l'ensemble de toutes les substances qui, dans des conditions physiques déterminées, ne se volatilisent pas. Ces conditions physiques doivent être fixées de telle manière que les substances composant cet extrait subissent le minimum d'altération.

L'extrait non réducteur est l'extrait sec total diminué des sucres totaux.

L'extrait réduit est l'extrait sec total diminué des sucres totaux moins 1 gramme (s'il y en a plus de 1 g par litre), du sulfate de potassium moins 1 gramme (s'il y en a plus de 1 g par litre), du mannitol s'il y en a, et de toutes les substances chimiques éventuellement ajoutées au vin.

L'extrait est exprimé en grammes par litre et il doit être déterminé à 0,5 près.

Le reste d'extrait est l'extrait non réducteur diminué de l'acidité fixe, exprimée en acide tartrique.

MÉTHODES DE MESURE. — *Mesure directe.* La méthode suivante, encore peu employée, sera mise à l'essai; pesée du résidu laissé par l'évaporation du vin, réparti préalablement sur une spirale de papier buvard, sous pression réduite et à 70° dans des conditions codifiées.

ANALYSE RAPIDE. — *Méthode densimétrique.* La densité 20°/20° du « résidu sans alcool » sera d'abord calculée par la formule de Tabarié en retranchant de la densité 20°/20° du vin, augmentée de 1, la densité 20°/20° du mélange hydro-alcoolique de même titre alcoolique.

A titre de contrôle, et seulement dans le cas des vins exempts de saccharose, on pourra mesurer directement la densité de ce « résidu sans alcool », obtenu en débarrassant d'alcool un volume donné de vin par distillation et en ramenant le résidu au volume initial avec de l'eau. Les densités du « résidu sans alcool » ainsi mesurées devront différer de moins de 0,0004.

La table de Plato, densités 20°/20° des solutions de saccharose, est conventionnellement et provisoirement choisie comme table de transformation de la densité du « résidu sans alcool », en poids d'extrait sec, jusqu'à l'établissement d'une table moyenne aussi conforme que possible aux données de la mesure directe.

SUCRES RÉDUCTEURS

DÉFINITION. — On appelle *sucres réducteurs* l'ensemble des sucres à fonction cétonique ou aldéhydique, réduisant la liqueur cupro-potassique, contenus dans le vin.

MÉTHODES DE MESURE. — 1° *Défécation du vin* (procédés provisoires). Procédé à l'acétate de plomb sur le vin neutralisé et désalcoolisé, l'excès de plomb étant enlevé par l'oxalate de sodium ou procédé à l'oxyde mercurique.

2° *Dosage* (procédés par la liqueur cupro-potassique). La quantité d'oxyde cuivreux précipité par un excès de liqueur cupro-potassique sur le vin déféqué sera mesurée par gravimétrie ou titrimétrie. Comme procédé d'analyse rapide, on utilisera la titrimétrie directe avec le bleu de méthylène comme indicateur de fin de réaction.

La quantité de sucres réducteurs est exprimée en grammes de sucre inverti par litre. Elle doit être déterminée à 0,5 près.

SACCHAROSE

Le saccharose sera recherché sur le liquide obtenu par la défécation du vin par hydrolyse par l'acide chlorhydrique ou par le saccharose et mesure de l'augmentation du pouvoir réducteur résultant de cette hydrolyse.

On ne considérera comme saccharose que la quantité du sucre hydrolysable qui dépassera 2 grammes par litre. Cette limite est portée à 4 grammes pour les vins contenant plus de 50 grammes de sucre par litre.

CENDRES

DÉFINITION. — On appelle *cendres* l'ensemble des produits de l'incinération du résidu d'évaporation du vin, conduite de façon à obtenir la totalité des cations (*ammonium exclu*) sous forme de carbonates et autres sels minéraux anhydres.

MÉTHODE DE MESURE. — Incinération de l'extrait du vin conduite entre 500° et 550° jusqu'à combustion complète du carbone.

Le poids des cendres sera exprimé en grammes par litre et déterminé à 0,03 g. près.

ALCALINITE DES CENDRES

DÉFINITION. — On appelle *alcalinité des cendres* la somme des cations, autres que l'ammonium, combinés aux acides organiques du vin.

On pourra distinguer *l'alcalinité soluble* dans l'eau et *l'alcalinité insoluble*.

L'alcalinité du gramme de cendres (ou *chiffre d'alcalinité*) est calculée en divisant l'alcalinité totale exprimée en grammes de carbonate de potassium par le poids des cendres.

MÉTHODE DE MESURE. — Titrimétrie par l'acide sulfurique titré en retour après chauffage et en employant le méthylorange comme indicateur

EXPRESSION DES RÉSULTATS. — L'alcalinité des cendres sera exprimée en milliéquivalents par litre et déterminée à 0,5 près et en grammes de carbonate de potassium par litre.

POTASSIUM

MÉTHODES DE DOSAGE. — Le potassium sera dosé par pesée du perchlorate de potassium, après destruction de la matière organique par la méthode à l'acide nitrique et au mercure ou par destruction nitroperchlorique.

Comme méthode rapide, on utilisera le procédé de précipitation du potassium à l'état de tartrate acide de potassium.

EXPRESSION DES RÉSULTATS. — La quantité de potassium sera exprimée en milliéquivalents par litre et en grammes de tartrate acide de potassium par litre. Elle sera déterminée à 0,1 g. près par litre.

ACIDITE TOTALE

DÉFINITION. — *L'acidité totale* est la somme des acides titrables lorsqu'on amène le vin au pH 7 par addition d'une liqueur alcaline titrée. L'acide carbonique et l'anhydride sulfureux libre et combiné ne sont pas compris dans l'acidité totale.

Le vin sera débarrassé du gaz carbonique par agitation à froid sous vide.

MÉTHODES DE MESURE. — Titrimétrie potentiométrique. Comme procédé d'analyse rapide, on utilisera la titrimétrie en employant le bleu de bromothymol comme indicateur de fin de réaction.

EXPRESSION DES RÉSULTATS. — L'acidité totale sera exprimée en milliéquivalents par litre et déterminée à 1 près. On pourra aussi exprimer cette acidité totale en poids de l'acide fixe choisi conventionnellement par chaque pays pour son usage intérieur, la nature de cet acide sera toujours précisée sur le certificat d'analyse.

ACIDITE VOLATILE

DÉFINITION. — *L'acidité volatile* est constituée par la partie des acides gras appartenant à la série acétique qui se trouvent dans les vins soit à l'état libre, soit à l'état salifié.

MÉTHODE DE MESURE. — La séparation des acides volatils sera faite par entraînement à la vapeur d'eau et rectification des vapeurs. Le vin sera acidifié par un cristal d'acide tartrique (environ 0,5 g. pour 20 ml.) avant l'entraînement On doit prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter la présence du gaz carbonique dans le distillat. L'indicateur employé sera la phénolphtaléine. L'acidité de l'anhydride sulfureux libre et combiné distillé n'est pas comprise dans l'acidité volatile et devra être retranchée de l'acidité du distillat.

EXPRESSION DES RÉSULTATS. — L'acidité volatile sera exprimée en milliéquivalents par litre pour les transactions internationales et déterminée à 0,2 près. On pourra aussi exprimer l'acidité volatile en poids de l'acide choisi conventionnellement par chaque pays pour son usage intérieur, la nature de cet acide sera toujours précisée sur le certificat d'analyse.

ACIDE TARTRIQUE

MÉTHODES DE MESURE. — On précipitera l'acide tartrique sous forme de racémate de calcium, qui sera purifié par une deuxième précipitation. La quantité de racémate de calcium sera mesurée par oxydimétrie. Comme méthode d'analyse rapide, on précipitera l'acide tartrique à l'état de tartrate acide de potassium, en présence d'un mélange tampon à pH 3,5. La quantité de tartrate acide sera mesurée par titrimétrie.

EXPRESSION DES RÉSULTATS. — La quantité d'acide tartrique sera exprimée en milliéquivalents par litre et en tartrate acide de potassium.

ACIDE SUCCINIQUE

MÉTHODE DE MESURE. — Après avoir chassé l'alcool, on oxydera les matières extractives par le mélange sulfo-permanganique, on chassera les acides volatils par l'entraînement à la vapeur d'eau et on séparera l'acide succinique par extraction à l'éther. On dosera l'acide succinique extrait par argentimétrie.

Dans le cas de vins contenant plus de 20 grammes de sucre par litre, l'oxydation sulfo-permanganique sera précédée d'une première extraction à l'éther.

SULFATES

MÉTHODES DE MESURE. — Précipitation du sulfate de baryum sur le vin préalablement débarrassé d'anhydride sulfureux par ébullition à l'abri de l'air et pesée.

Comme méthode d'analyse rapide on utilisera la méthode des limites de Marty.

EXPRESSION DES RÉSULTATS. — La quantité de sulfates sera exprimée en milliéquivalents par litre et en grammes de sulfate de potassium par litre. Cette détermination sera effectuée à 0,05 g. près.

CHLORURES

MÉTHODE DE MESURE. — Argentimétrie après oxydation nitro-permanganique précédée d'une défécation par la baryte (procédé Georgeakopoulos).

EXPRESSION DES RÉSULTATS. — La quantité de chlorures sera exprimée en milliéquivalents ou en grammes de chlorure de sodium par litre. Cette détermination sera effectuée à 0,05 g. près.

PHOSPHORE TOTAL

MÉTHODE DE MESURE. — Après oxydation nitrique et incinération, l'acide phosphorique sera précipité en milieu nitrique à l'état de phosphomolybdate d'ammonium. Ce sel sera ensuite titré par action d'un excès de soude en présence de formol; l'excès de soude sera titré par l'acide chlorhydrique en présence de phénolphtaléine.

EXPRESSION DES RÉSULTATS. — La quantité de phosphore total sera exprimée en milliéquivalents d'acide phosphorique et en grammes de P_2O_5 par litre. Elle doit être déterminée à 0,01 g. près par litre.

ANHYDRIDE SULFUREUX

DÉFINITION. — On appelle *anhydride sulfureux libre* l'anhydride sulfureux à l'état de SO_2 et à l'état de combinaisons minérales SO_3H_2, SO_3H- et SO_3 — —.

On appelle *anhydride sulfureux combiné* la différence entre l'anhydride sulfureux total et l'anhydride sulfureux libre.

MÉTHODES DE MESURE. — 1° *Anhydride libre.* Titrimétrie potentiométrique. Comme méthode rapide, on emploiera la méthode de Ripper (vins blancs et rosés) et la méthode de Ripper-Benvegnin (vins rouges).

2° *Anhydride total.* — Méthode de Haas ou méthode de Marcille-Dubaquié-Flanzy-Deibner-Bénard.

Comme méthode rapide on utilisera la méthode de Ripper double, en utilisant le dispositif d'éclairage de Benvegnin dans le cas des vins rouges.

EXPRESSION DES RÉSULTATS. — La quantité d'anhydride sulfureux sera exprimée en milligrammes d'anhydride sulfureux par litre et déterminée à 10 milligrammes près.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

ANNEXE *B*

Modèles de certificats officiels d'analyse et d'appréciation des vins

Le certificat d'analyse n° 1 comporte la détermination des éléments essentiels et les plus caractéristiques de la composition des vins. Cette analyse, relativement simple, est généralement suffisante pour permettre un contrôle efficace de la qualité du vin.

Le certificat d'analyse n° 2 comporte les éléments du certificat d'analyse n° 1 et un grand nombre d'autres éléments. Leur ensemble correspond à une analyse très détaillée, qui peut être adoptée en particulier dans un but de recherche scientifique.

Un numéro de référence est affecté à chaque élément de l'analyse, de manière à eviter toute erreur dans la traduction d'une langue dans une autre. Les numéros inférieurs à 100 concernent les éléments figurant dans les certificats nos 1 et 2. Les numéros supérieurs à 100 sont affectés aux éléments qui ne figurent que dans le certificat n° 2.

CERTIFICAT N° 1 D'ANALYSE ET D'APPRÉCIATION DES VINS

Examen organoleptique:
1 Couleur.
2 Limpidité-dépôt.
3 Dégustation: odeur et saveur.

Essais de tenue du vin:
4 Tenue à l'air.
5 Tenue au froid.

Examen microbiologique:
6 Tenue à l'étuve.
7 Examen microscopique du vin et du dépôt.

Analyse physique et chimique:
8 Densité du vin.
9 Densité du résidu sans alcool.
10 Degré alcoolique.
11 Extrait sec total par densimétrie.
12 Sucres réducteurs.
13 Saccharose.
14 Cendres.
15 Alcalinité des cendres.
16 Potassium.
17 Acidité totale.
18 Acidité volatile.
19 Acidité fixe.
20 pH.
21 Acide tartrique.
22 Acide lactique.
23 Acide citrique.
24 Sulfates.
25 Chlorures.
26 Anhydride sulfureux libre.
27 Anhydride sulfureux total.
28 Recherche des antiseptiques et des antibiotiques par méthode biologique.
29 Recherche des matières colorantes étrangères.

Interprétation et conclusion.

CERTIFICAT N° 2 D'ANALYSE ET D'APPRÉCIATION DES VINS
(Analyse détaillée)

Examen organoleptique:
1 Couleur.
2 Limpidité-dépôt.
3 Dégustation odeur et saveur.

Essais de tenue du vin:
4 Tenue à l'air.
5 Tenue au froid.

Examen microbiologique:
6 Tenue à l'étuve.
7 Examen microscopique du vin et du dépôt.
101 Identification et numération des germes.

Analyse physique:
8 Densité du vin.
9 Densité du résidu sans alcool.
102 Indice de réfraction du vin.
103 Indice de réfraction du résidu sans alcool.
104 Déviation polarimétrique.

Analyse chimique:
10 Degré alcoolique en volume.
105 Alcool en grammes par litre.
106 Méthanol.
107 Alcools supérieurs.
11 Extrait sec total par densimétrie
108 Extrait sec total par pesée.
109 Extrait non réducteur.
110 Extrait réduit
111 Reste d'extrait.
12 Sucres réducteurs.
13 Saccharose.
112 Sucres réducteurs/déviation polarimétrique.

113 Pentoses et pentosanes.
14 Cendres.
114 Cendres solubles dans l'eau.
15 Alcalinité des cendres.
115 Alcalinité des cendres solubles dans l'eau.
116 Alcalinité du gramme de cendres.
16 Potassium.
117 Calcium.
118 Magnésium.
119 Sodium.
120 Fer.
121 Aluminium.
122 Zinc.
123 Manganèse.
124 Cuivre.
125 Arsenic.
126 Plomb.
127 Ammoniaque.
128 Composés azotés totaux en azote.
129 Acides aminés.
17 Acidité totale.
18 Acidité volatile.
19 Acidité fixe.
20 pH.
21 Acide tartrique.
22 Acide lactique.
130 Acide malique.
23 Acide citrique.
131 Acide succinique.
24 Sulfates.
25 Chlorures.
132 Phosphore total en acide phosphorique.
133 Glycérol.
134 Butane-diol.
135 Sorbitol.
136 Mannitol.
137 Gommes et pectines.
138 Tannoïdes totaux.
139 Indice de permanganate.
140 Tannins.
141 Matières colorantes naturelles.
142 Esters totaux.
143 Esters neutres.
144 Esters acides.
145 Esters acétiques.
146 Ethanal.
26 Anhydride sulfureux libre.
27 Anhydride sulfureux total.
28 Recherche des antiseptiques et des antibiotiques par méthode biologique.
147 Fluor.
148 Brome total.
149 Acide borique.
150 Edulcorants artificiels.
29 Matières colorantes étrangères.
151 Caramel.
152 Recherche du ferrocyanure et de l'acide cyanhydrique.
153 Pression du gaz carbonique (cas des vins mousseux).

Interprétatation et conclusion.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 21 novembre 1956, n. 1537.

Modificazioni allo statuto dell'Università degli studi di Firenze.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Veduto lo statuto dell'Università degli studi di Firenze, approvato con regio decreto 14 ottobre 1926, numero 2406 e modificato con regi decreti 13 ottobre 1927, n. 2230; 30 ottobre 1930, n. 1826; 1° ottobre 1931, numero 1441; 6 dicembre 1934, n. 2449; 1° ottobre 1936, n. 2475; 27 ottobre 1937, n. 2620; 5 maggio 1939, n. 1165; 12 ottobre 1939, n. 1712; 26 ottobre 1940, n. 2057; 27 aprile 1942, n. 467; 24 ottobre 1942, n. 1439 e con decreti del Presidente della Repubblica 11 giugno 1950, n. 616; 30 ottobre 1950, n. 1127; 30 ottobre 1950, numero 1304; 30 giugno 1951, n. 957; 27 ottobre 1951, n. 1681, 23 gennaio 1952, n. 168; 26 ottobre 1952, n. 4543; 26 ottobre 1952, n. 4557; 10 febbraio 1953, n. 376; 30 luglio 1953, n. 710; 2 marzo 1954, n. 183; 14 settembre 1954, n. 1202; 22 gennaio 1955, n. 69; 16 febbraio 1955, n. 120; 19 luglio 1955, n. 761; 27 luglio 1955, n. 804; 31 agosto 1955, n. 936; 20 settembre 1955, n. 941 e 5 settembre 1956, n. 1138;

Veduto il testo unico delle leggi sull'istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592;

Veduto il regio decreto-legge 20 giugno 1935, n. 1071, convertito nella legge 2 gennaio 1936, n. 73;

Veduto il regio decreto 30 settembre 1938, n. 1652, e successive modificazioni;

Veduta la legge 11 aprile 1953, n. 312;

Vedute le proposte di modifiche dello statuto formulate dalle autorità accademiche dell'Università anzidetta;

Riconosciuta la particolare necessità di approvare le nuove modifiche proposte;

Sentito il parere del Consiglio superiore della pubblica istruzione;

Sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione;

Decreta:

Lo statuto dell'Università degli studi di Firenze, approvato e modificato con i decreti sopraindicati, è ulteriormente modificato come appresso:

Art. 59. — Agli insegnamenti complementari del corso di laurea in materie letterarie è aggiunto quello di « Letterature moderne comparate ».

Art. 60. — Agli insegnamenti complementari del corso di laurea in pedagogia è aggiunto quello di « Letterature moderne comparate ».

Art. 61. — Agli insegnamenti complementari del corso di laurea in lingue e letterature straniere è aggiunto quello di « Letterature moderne comparate ».

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nelle Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 21 novembre 1956

GRONCHI

ROSSI

Visto, *il Guardasigilli*: MORO
Registrato alla Corte dei conti, addì 21 *gennaio* 1957
Atti del Governo, registro n. 103, *foglio n.* 48. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 29 novembre 1956, n. 1538.

Distacco della frazione Peritano dal comune di Lattarico e sua aggregazione al comune di Torano Castello (Cosenza).

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Viste le istanze in data 21 e 30 novembre 1946, 22 e 25 gennaio, 20 febbraio, 6 marzo 1947, 1° agosto 1955, con le quali la maggioranza qualificata dei contribuenti della frazione Peritano del comune di Lattarico, in provincia di Cosenza, ha chiesto l'aggregazione della frazione stessa al comune di Torano Castello;

Viste le deliberazioni: del Consiglio comunale di Lattarico in data 26 marzo 1948, n. 8/A; del Consiglio comunale di Torano Castello in data 21 dicembre 1946, n. 111; del Consiglio provinciale di Cosenza in data 11 ottobre 1954, n. 97, e 14 settembre 1955, n. 38, con le quali è stato espresso parere in ordine alla variazione territoriale di cui trattasi;

Visti gli articoli 34 e 35 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvata con regio decreto 3 marzo 1934, n. 383;

Udito il parere espresso dalla prima Sezione del Consiglio di Stato nell'adunanza del 16 ottobre 1956;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno;

Decreta:

Art. 1.

La frazione Peritano è distaccata dal comune di Lattarico ed aggregata al comune di Torano Castello, con la circoscrizione territoriale risultante dalla pianta planimetrica e dalla relazione descrittiva dei confini annesse al presente decreto.

Art. 2.

Il Prefetto di Cosenza, sentita la Giunta provinciale amministrativa, provvederà, con suo decreto, alla separazione patrimoniale ed al riparto delle attività e passività.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 29 novembre 1956

GRONCHI

TAMBRONI

Visto, *il Guardasigilli*: MORO

Registrato alla Corte dei conti, addì 21 *gennaio* 1957
Atti del Governo, registro n. 103, *foglio n.* 49. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 17 dicembre 1956, n. 1539.

Modificazioni allo statuto dell'Università degli studi di Roma.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Veduto lo statuto dell'Università degli studi di Roma, approvato con regio decreto 20 aprile 1939, n. 1350, e modificato con i regi decreti 26 ottobre 1939, n. 1734; 26 ottobre 1940, n. 2069; 4 maggio 1942, n. 565; 24 luglio 1942, n. 949; 24 agosto 1942, n. 1098; 24 ottobre 1942, n. 1672, con decreto luogotenenziale 8 febbraio 1946, n. 242, con decreti del Capo provvisorio dello Stato 12 aprile 1947, n. 461 e 31 dicembre 1947, n. 1758, e con decreti del Presidente della Repubblica 24 dicembre 1948, n. 1619; 18 luglio 1949, n. 882; 20 ottobre 1949, n. 989; 20 ottobre 1949, n. 991; 20 ottobre 1949, n. 1178; 30 ottobre 1949, n. 1152; 11 giugno 1950, n. 622; 16 novembre 1950, n. 1313; 11 maggio 1951, n. 653; 27 ottobre 1951, n. 1813; 14 aprile 1952, n. 888; 16 agosto 1952, n. 2589; 19 settembre 1952, n. 1697; 11 marzo 1953, n. 565; 12 maggio 1953, n. 570; 25 agosto 1953, n. 834; 26 ottobre 1954, n. 1232; 12 febbraio 1955, n. 34; 30 giugno 1955, n. 694; 19 luglio 1955, n. 760; 27 luglio 1955, n. 784; 27 agosto 1955, n. 898; 25 settembre 1955, numero 931; 21 settembre 1955, n. 951, e 4 ottobre 1955, n. 962;

Veduto il testo unico delle leggi sull'istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592;

Veduto il regio decreto-legge 20 giugno 1935, n. 1071, convertito nella legge 2 gennaio 1936, n. 73;

Veduto il regio decreto 30 settembre 1938, n. 1652, e successive modificazioni;

Veduta la legge 11 aprile 1953, n. 312;

Vedute le proposte di modifiche dello Statuto formulate dalle autorità accademiche dell'Università anzidetta;

Riconosciuta la particolare necessità di approvare le nuove modifiche proposte,

Sentito il parere del Consiglio superiore della pubblica istruzione;

Sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione;

Decreta:

Lo statuto dell'Università degli studi di Roma, approvato e modificato con i decreti sopraindicati, è ulteriormente modificato come appresso:

Art. 78. — Agli insegnamenti complementari del corso di laurea in medicina e chirurgia è aggiunto quello di « Genetica medica ».

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nelle Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 17 dicembre 1956

GRONCHI

ROSSI

Visto, *il Guardasigilli*: MORO

Registrato alla Corte dei conti, addì 17 *gennaio* 1957
Atti del Governo, registro n. 103, *foglio n.* 47. — CARLOMAGNO

DECRETO MINISTERIALE 18 ottobre 1956.

Sostituzione del segretario della Commissione per i pareri sugli indennizzi da corrispondere ai titolari di beni, diritti ed interessi italiani esistenti in Romania.

IL MINISTRO PER IL TESORO

DI CONCERTO CON

IL MINISTRO PER GLI AFFARI ESTERI

Vista la legge 29 ottobre 1954, n. 1050, relativa alla corresponsione di un indennizzo a favore delle persone fisiche e giuridiche italiane i cui beni, diritti ed interessi all'estero siano andati perduti o soggetti a perdita per effetto degli articoli 74 e 79 del trattato di pace firmato a Parigi il 10 febbraio 1947 o di altri accordi internazionali connessi con detti articoli del trattato di pace;

Visto l'art. 7 del decreto del Presidente della Repubblica in data 17 agosto 1955, n. 946, contenente le norme di attuazione della legge anzidetta;

Visto il decreto interministeriale n. 71286 del 1° novembre 1955, registrato alla Corte dei conti addì 28 novembre 1955, registro n. 20 Tesoro, foglio n. 79, relativo alla costituzione della Commissione amministrativa per i pareri sugli indennizzi da corrispondere ai titolari di beni, diritti ed interessi italiani esistenti in Romania, prevista dall'art. 3 della legge 29 ottobre 1954, n. 1050;

Visto il decreto interministeriale n. 510046 del 1° luglio 1956, registrato alla Corte dei conti in data 7 agosto 1956, registro n. 20 Tesoro, foglio n. 11, relativo alla proroga della predetta Commissione per il periodo 1° luglio 1956-30 giugno 1957;

Decreta:

Art. 1.

Il dott. Frattaroli Alessandro, consigliere di 2ª classe Ministero del tesoro, viene chiamato a far parte della Commissione di cui sopra in qualità di segretario, in sostituzione del dott. Cravino Carlo.

Art. 2.

La spesa occorrente per l'esecuzione del presente decreto farà carico al cap. 518, art. 4, del bilancio passivo del Ministero del tesoro per l'esercizio finanziario 1956-57.

Art. 3.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 18 ottobre 1956

Il Ministro per il tesoro
MEDICI

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

Registrato alla Corte dei conti, addì 29 dicembre 1956
Registro n. 29 Tesoro, foglio n. 95

(434)

DECRETO MINISTERIALE 7 gennaio 1957.

Nomina del vice presidente della Cassa di risparmio di Firenze, con sede in Firenze.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636 e 10 giugno 1940, n. 933;

Visto il regio decreto-legge 24 febbraio 1938, n. 204, convertito nella legge 3 giugno 1938, n. 778;

Visti il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691 ed il decreto legislativo 20 gennaio 1948, n. 10;

Visto il decreto Ministeriale del 27 settembre 1956, con il quale l'avv. Mario Gobbo, vice presidente della Cassa di risparmio di Firenze, è stato nominato presidente della medesima;

Considerato che occorre ora provvedere a ricoprire la carica di vice presidente presso la stessa Cassa di risparmio rimasta, come sopra, vacante;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

Il marchese ing. Alberto Fossi è nominato vice presidente della Cassa di risparmio di Firenze, con sede in Firenze, con decorrenza dalla data del presente decreto e per la durata prevista dalle norme statutarie.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 7 gennaio 1957

Il Ministro: MEDICI

(326)

DECRETO MINISTERIALE 15 gennaio 1957.

Messa in liquidazione coatta amministrativa della Società cooperativa di consumo fra i lavoratori delle miniere e cementerie della Società « Terni », con sede in Morgnano di Spoleto, e nomina del commissario liquidatore.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Viste le risultanze dell'ispezione straordinaria eseguita alla Società cooperativa di consumo fra i lavoratori delle miniere e cementerie della Società « Terni », con sede in Morgnano di Spoleto, dalle quali si rileva che l'Ente predetto non ha attività sufficienti per il pagamento dei debiti;

Vista l'istanza del presidente del Consiglio di amministrazione e del presidente del Collegio sindacale, in data 11 dicembre 1956, con la quale chiedono la messa in liquidazione coatta amministrativa della Società;

Udito, in via d'urgenza, il Comitato costituito in seno alla Commissione centrale per le cooperative, ai sensi dell'art. 19, lettera *b*) del decreto legislativo 14 dicembre 1947, n. 1577;

Ritenuta la necessità di sottoporre la Cooperativa in parola alla procedura della liquidazione coatta amministrativa;

Visti gli articoli 2540 del Codice civile e 194 e seguenti del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267;

Decreta:

La Società cooperativa di consumo fra i lavoratori delle miniere e cementerie della Società « Terni », con sede in Morgnano di Spoleto, costituita con atto 1° maggio 1947 del notaio Camillo Duranti, è messa in liquidazione coatta amministrativa, ai sensi e per gli effetti di cui agli articoli 2540 del Codice civile e 197 del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267.

Il prof. Ludovico Pagano è nominato liquidatore della Cooperativa stessa, con gli obblighi e le responsabilità di legge.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 15 gennaio 1957

Il Ministro: VIGORELLI

(435)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Autorizzazione alla istituzione di una scuola per infermiere e infermieri generici presso l'Arcispedale di Santa Maria Nuova di Firenze.

Con decreto n. 330.20400 in data 25 ottobre 1956, dell'Alto Commissario per l'igiene e la sanità pubblica, di concerto con il Ministro per la pubblica istruzione, l'Amministrazione dell'Arcispedale di Santa Maria Nuova di Firenze è stata autorizzata ad istituire in base alla legge 29 ottobre 1954, n. 1046, una scuola per infermiere e infermieri generici.

(334)

MINISTERO DELL'INDUSTRIA E DEL COMMERCIO

Marchi d'identificazione per metalli preziosi

Si comunica la cessazione dell'attività orafa da parte della ditta Pucci Ottaviano fu Pasquale, già esercente in Firenze, borgo Santo Iacopo, 8.

I marchi d'identificazione contrassegnati col n. 41-FI, già in suo possesso, sono stati smarriti per eventi bellici.

(299)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Approvazione della variante al piano parziale di ricostruzione di Genova-centro, relativa alla ricostruzione del caseggiato sito in vico Superiore Pellicceria, 1.

Con decreto Ministeriale 20 dicembre 1956, n. 4465, è stata approvata la variante al piano parziale di ricostruzione di Genova-centro, relativa alla ricostruzione del caseggiato sito in vico Superiore Pellicceria n. 1, vistata in tre planimetrie in iscala 1:500.

Per l'esecuzione della variante è stato assegnato lo stesso termine di validità del piano parziale di ricostruzione originario che, giusta il disposto dell'art. 1 della legge 21 dicembre 1955, n. 1357, continuerà ad avere efficacia fino alla data di entrata in vigore del piano regolatore generale.

(394)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Ampliamento del comprensorio del Consorzio di bonifica di Roncocorrente con l'aggregazione di una zona di terreno di Ha. 1066.90.64, in destra e sinistra del canale Osone.

Con decreto Presidenziale n. 2815 del 23 ottobre 1956, registrato alla Corte dei conti il 14 novembre 1956 al registro n. 25, foglio n. 137, il comprensorio del Consorzio di bonifica di Roncocorrente, con sede in Mantova, è stato ampliato con l'aggregazione di terreni in destra e sinistra del canale Osone.

(391)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di certificati d'iscrizione di rendita nominativa

(1ª *pubblicazione*). Elenco n. 5.

Conformemente alle disposizioni degli articoli 48 del testo unico delle leggi sul Debito pubblico, approvato con regio decreto 17 luglio 1910, n. 536 e 75 del regolamento generale, approvato con regio decreto 19 febbraio 1911, n. 298, e art. 9 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 20 agosto 1947, n. 990, si notifica che ai termini dell'art. 73 del citato regolamento fu denunziata la perdita dei certificati d'iscrizione delle sotto designate rendite, e fatta domanda a quest'Amministrazione affinchè, previe le formalità prescritte dalla legge, ne vengano rilasciati i nuovi:

CATEGORIA del debito	NUMERO della iscrizione	INTESTAZIONE DELLE ISCRIZIONI	AMMONTARE della rendita annua di ciascuna iscrizione
			Lire
Cons. 3,50 % (1906)	851288 (nuda proprietà)	Schiaffino Luisita, Rinaldo ed Anna Rosa fu Carlo-Salvatore o Carlo, minori sotto la patria potestà della madre Olivieri Marcella fu Luigi vedova Schiaffino Carlo-Salvatore o Carlo, domiciliati a Genova, quali eredi indivisi del padre, con usufrutto a favore di Olivieri Marcella fu Luigi vedova Schiaffino Carlo-Salvatore o Carlo, dom. a Genova .	315 —
P. R. 3,50 % (1934)	506815 (nuda proprietà)	Intestazione e usufrutto, ecc. come sopra	217 —
Rendita 5 % (1935)	113755 (nuda proprietà)	Morelli Maria Vittoria di Giovanni, minore sotto la patria potestà del padre, dom. a Rignano Flaminio (Roma), con usufrutto a Paccoi Annita fu Ubaldo, dom. in Roma	2.700 —

Si diffida pertanto chiunque possa avervi interesse, che sei mesi dopo la prima delle prescritte tre pubblicazioni del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale*, si rilasceranno i nuovi certificati, qualora in questo termine non vi siano state opposizioni notificate a questa Direzione generale nei modi stabiliti dall'art. 76 del citato regolamento.

Roma, addì 11 gennaio 1957

Il direttore generale: SCIPIONE

(376)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 18

Corso dei cambi del 22 gennaio 1957 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	624,94	624,92	624,94	624,93	624,85	624,91	624,92	624,92	624,94	624,92
$ Can.	650,25	650,125	650 —	650,375	650 —	649,86	650,50	650.125	650,125	650 —
Fr. Sv. lib.	145,76	145,76	145,77	145,76	145,75	145,75	145,76	145,76	145,76	145,80
Kr. D.	90,78	90,76	90,75	90,75	90,77	90,76	90,74	90.73	90,80	90,75
Kr. N.	88,02	88 —	88,03	88,01	88 —	88,02	88 —	88 —	88,01	88,05
Kr. Sv.	121,39	121,34	121,34	121,34	121,40	121,40	121,37	121.37	121,35	121,35
Fol.	165,07	165,05	165,06	165 —	165,05	165,10	165,04	165,05	165,07	165,05
Fr. B.	12,535	12,53875	12,535	12,53375	12,5337	12,54	12,5325	12,53375	13,53	12,53
Fr. Fr.	178,49	178,46	178,40	178,47	178,50	178,46	178,50	178,49	178,50	178,47
Fr. Sv. acc.	143,42	143,45	143,38	143,35	143,35	143,41	143,38	143,39	143,30	143,40
Lst.	1760,25	1759,75	1759,50	1760 —	1759,50	1759,10	1759,875	1759,75	1760,375	1759,75
Dm. occ.	149,84	149,84	149,85	149,84	149,80	149,83	149,84	149,84	—	149,82
Scell. Aust.	24,155	24,16	24,16	24,165	24,14	24,15	24,17	24,1625	24,16	24,16

Media dei titoli del 22 gennaio 1957

Rendita 3,50 % 1906	59,975
Id. 3,50 % 1902	57,30
Id. 5 % 1935	87,325
Redimibile 3,50 % 1934	80,325
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	71,525
Id. 5 % (Ricostruzione)	87,375
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	80,40
Id 5 % 1936	95,225
Id. 5 % (Città di Trieste)	80,675
Id. 5 % (Beni Esteri)	78,60

Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1959)	96,575
Id. 5 % (» 1° aprile 1960)	95,35
Id. 5 % (1° gennaio 1961)	94,825
Id. 5 % (» 1° gennaio 1962)	94,525
Id. % (1° gennaio 1963)	94,325
Id. 5 % (» 1° aprile 1964)	94,45
Id. 5 % (» 1° aprile 1965)	94,475

Il Contabile del Portafoglio dello Stato
MILLO

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 22 gennaio 1957

1 Dollaro USA	624,925
1 Dollaro canadese	650,437
1 Franco svizzero lib.	145,76
1 Corona danese	90,745
1 Corona norvegese	88,005
1 Corona svedese	121,355
1 Fiorino olandese	165,02
1 Franco belga	12,533
100 Franchi francesi	178,485
1 Franco svizzero acc.	143,365
1 Lira sterlina	1759,937
1 Marco germanico	149,84
1 Scell. aust.	24,167

Cambi di compensazione valevoli ai sensi degli accordi esistenti

Egitto Lit. 1794,55 per una lira egiziana

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di tagliandi di ricevute semestrali

(*Unica pubblicazione*). Elenco n. 13

E' stato denunciato lo smarrimento dei tagliandi di ricevute semestrali scadenza 1° luglio 1956, relativi ai certificati di rendita nominativa, qui appresso elencati:

Prestito Redimibile 3,50 % 1934: numeri 450695, 187449, 232233, 247477, 382907, 386222, 524089, 229319;

Rendita 5 % 1935: n. 208921;

Consolidato 3,50 % 1906: numeri 880355, 880222, 861962.

Ai termini degli articoli 4 del regio decreto 19 febbraio 1922, n. 366 e n. 485 del regolamento per l'amministrazione del patrimonio e per la contabilità generale dello Stato, si rende noto che, trascorso un mese dalla data della pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, senza che siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, sarà provveduto al pagamento delle dette semestralità a chi di diritto.

Roma, addì 11 gennaio 1957

Il direttore generale: SCIPIONE

(375)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Revoca del Consiglio di amministrazione della Società cooperativa di produzione e lavoro « Virtus et Labor », con sede in Bari.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, in data 2 gennaio 1957, è stato disposto la revoca del Consiglio di amministrazione della Società cooperativa di produzione e lavoro « Virtus et Labor », con sede in Bari, costituita con atto del notaio dott. Leonida Bellisario in data 17 ottobre 1949, e la nomina del commissario nella persona dell'avv. Vito De Grecis.

(197)

Proroga dei poteri conferiti al commissario della Società cooperativa « Istituto stomatologico italiano », con sede in Milano.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, in data 31 dicembre 1956, i poteri conferiti all'avvocato comm. Arnaldo Frailich, commissario della Società cooperativa « Istituto stomatologico italiano », con sede in Milano, sono stati prorogati al 30 giugno 1957.

(198)

MINISTERO DELLA DIFESA - MARINA

Passaggio dal Demanio pubblico a quello patrimoniale dello Stato di un'area di terreno sita nel comune di Monopoli (Bari).

Con decreto 10 dicembre 1956 del Ministro per la difesa, di concerto con quello per le finanze, è stato disposto il passaggio dal Demanio pubblico a quello patrimoniale dello Stato dell'area di terreno sita nel comune di Monopoli (Bari) della superficie di mq. 5.260 segnata nel catasto dello stesso Comune al foglio n. 11, mappali 2737 e 2738.

(408)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Diffida per smarrimento di certificato di abilitazione provvisoria

Il dott. Eustachio Ventura, nato ad Acquaviva delle Fonti (Bari) il 25 ottobre 1925, ha dichiarato di avere smarrito il proprio certificato di abilitazione provvisoria all'esercizio della professione di agronomo, rilasciatogli dalla Università di Bari, in data 13 dicembre 1949, a seguito degli esami conclusivi del relativo corso di laurea da lui sostenuti nell'anno accademico 1947-48.

Se ne dà notizia ai sensi del combinato disposto degli articoli 50 e 71 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del certificato a consegnarlo alla Università di Bari.

(330)

Esito di ricorso

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 25 luglio 1956, registrato alla Corte dei conti il 15 ottobre 1956 è stato respinto il ricorso al Governo della Repubblica prodotto dalla Società immobiliare Capolungo, contro il piano territoriale paesistico, della zona di Genova-Nervi-Sant'Ilario, approvato con decreto Ministeriale in data 4 luglio 1953.

(297)

MINISTERO DELLE POSTE E DELLE TELECOMUNICAZIONI

Avviso di rettifica

Nel decreto Ministeriale 14 settembre 1956, concernente la « Revisione dei canoni per l'impianto ed esercizio di stazioni radio telegrafiche a bordo di navi mercantili », pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 311, dell'11 dicembre 1956:

la data: « 1° maggio 1957 » riportata nel titolo dell'art. 3, deve intendersi « 1° maggio 1947 »;

al punto *a* 1) dello stesso art. 3, la frase: « I canoni di noleggio e manutenzione (A e B) *e* di sola manutenzione.... » deve intendersi: « I canoni di noleggio e manutenzione (A e B) *o* di sola manutenzione. ... »;

all'allegato n. 2 *Contratti* « A » *e* « B » in corrispondenza della voce « Autoallarme: », la percentuale di rivalutazione del 25 % deve intendersi riferita al solo canone « con contributo » e non anche al canone « senza contributo », e precisamente:

	Canone attuale	Rivalutazione	Nuovo canone dal 1-1-1956
Autoallarme:			
a) senza contributo	262.200	—	187.500
b) con contributo	150.000	25 %	187.500

in conformità del testo originale.

(395)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO

Esito di ricorso

Con decreto del Presidente della Repubblica del 27 dicembre 1956, registrato alla Corte dei conti l'11 gennaio 1957, registro n. 1 Tesoro, foglio n. 105, è respinto il ricorso prodotto con atti notificati in data 12 giugno 1954 e 6 luglio 1955 dai signori Di Giacomo Antonio, Ciriellì Domenico, Paci Secondo, Sansone Francesco, Faini Luigi, Barcla Aurelio, Tortorici Vincenzo, Verardi Roberto, Bosi Luigi, Calò Giuseppe, Anello Francesco, Bernini-Carri Enrico, Caimmi Ettore, Mazziotti Silvio, Mogavero Nestore contro il Banco di Napoli, per ottenere l'annullamento:

a) della determinazione del Comitato direttivo del Banco, con cui venne deliberato di indire un bando di concorso per esami orali per la promozione al grado 5° della categoria dei consulenti agrari;

b) della circolare n. 23, del 29 maggio 1954, con la quale il Consiglio di amministrazione del Banco ha portato pubblicamente a conoscenza dei ricorrenti il bando di concorso interno, per soli esami, per la promozione a quattro posti di consulente capo di credito agrario (grado 5°).

(447)

PREFETTURA DI MANTOVA

Graduatoria del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Mantova

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI MANTOVA

Visto il proprio decreto 18 gennaio 1956, n. 32250, con il quale è stato bandito pubblico concorso, per titoli ed esami, per il conferimento di posti di medico condotto, vacanti in provincia di Mantova al 30 novembre 1955;

Vista la graduatoria dei partecipanti al concorso predetto rassegnata dalla Commissione giudicatrice a conclusione delle operazioni di competenza;

Ritenuta la legittimità di tali operazioni;

Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei concorrenti idonei nel concorso di cui in premessa:

1. Bezzecchi dott. Loris	punti	57,342	su 100
2. Visioli dott. Alfredo	»	55,653	»
3. Cossu dott. Mario	»	54,400	»
4. Musatti dott. Ermes	»	53,897	»
5. Paghera dott. Innocente	»	53,495	»
6. Grandi dott. Tullio	»	53,331	»
7. Buttarelli dott. Emilio	»	52,802	»
8. Agosti dott. Bruno	»	52,622	»
9. Portioli dott. Tullio	»	52,190	»
10. Bottoli dott. Eufemio	»	52,049	»
11. Adami dott. Isacco	»	52,044	»
12. Lotti dott. Erino	»	51,927	»
13. Montecchi dott. Carlo	»	51,900	»
14. Gallosti dott. Kramer	»	51,824	»
15. Cassiani dott. Gino	»	51,356	»
16. Gastaldi dott. Lino	»	51,172	»
17. Baroni dott. Cesare	»	51,097	»
18. Corradini dott. Cirillo	»	51,035	»
19. Poli dott. Cesare	»	50,972	»
20. Besutti dott. Alessandro	»	50,947	»
21. Angeli dott. Athos	»	50,636	»
22. Cappelletti dott. Gian Ausonio	»	50,227	»
23. Ferrari dott. Annio	»	50,129	»
24. Lotti dott. Angelo	»	50,106	»
25. Lusvardi dott. Francesco	»	49,409	»
26. Mossini dott. Guido	»	49,298	»
27. Compagnoni dott. Giuseppe	»	49,161	»
28. Ghelfi dott. Nelso	»	49,157	»

29. Bendini dott. Carlo	punti	49,015	su 100
30. Monti dott. Luigi	»	48,537	»
31. Agazzani dott. Aristide	»	48,440	»
32. Mondini dott. Enzo	»	48,410	»
33. Braccelli dott. Luigi	»	48,045	»
34. Negri dott. Renzo	»	47,875	»
35. Mantovani dott. Edoardo		47,866	
36. Pascoli dott. Raffaele	»	47,800	»
37. Arioli dott. Felice	»	47,318	
38. Tomasetti dott. Nicolino	»	47,261	»
39. Barbara dott. Luigi		46,622	
40. Bedulli dott. Bruno	»	46,500	
41. Ricupero dott. Salvatore		46,400	»
42. Sgarbi dott. Giacomo		46,007	»
43. Bortesi dott. Dante	»	45,948	
44. Benericetti dott. Walter	»	45,830	
45. Zaldini dott. Domenico	»	45,810	»
46. Manotti dott. Angiolino	»	45,790	»
47. Sardini dott. Sandrino	»	45,450	»
48. Agosti dott. Giuseppe	»	45,306	»
49. Grandi dott. Rino	»	45,127	»
50. Borghi dott. Giovanni	»	45,113	»
51. Storti dott. Pietro	»	45,006	»
52. Bottura dott. Luigi	»	44,900	»
53. Guastalla dott. Orlando	»	44,770	»
54. Sighinolfi dott. Luigi	»	44,620	»
55. Ghelfi dott. Omero	»	44,361	»
56. Bianchi dott. Marco	»	44,360	»
57. De Poli dott. Bruno	»	44,330	»
58. Romitti dott. Oscar	»	44,200	»
59. Fioretti dott. Giuseppe	»	44,150	»
60. Mazzali dott. Mario	»	43,950	»
61. Ghizzardi dott. Angelo	»	43,914	»
62. Benatti dott. Mario	»	43,750	»
63. Grezio dott. Demetrio	»	43,723	»
64. Truzzi dott. Achille	»	43,700	»
65. Bonuzzi dott. Giovanni	»	43,652	»
66. Passega dott. Marco	»	43,550	»
67. Moretti dott. Bruno	»	43,388	»
68. Duner dott. Mario	»	43,300	»
69. Ottavio dott. Nicola	»	43,230	»
70. Pavan dott. Giuseppe	»	43,000	»
71. Andreatta dott. Ettore	»	42,828	»
72. Manessi dott. Nicola	»	42,795	»
73. Cattini dott. Gian Carlo	»	42,575	»
74. Stefani dott. Renato	»	42,500	»
75. Luppi dott. Remigio	»	42,400	»
76. Nizzoli dott. Adriano	»	42,231	»
77. Orlandi dott. Loredano	»	41,740	»
78. Pasini dott. Vinicio	»	41,328	»
79. Scalfari dott. Lucio	»	41,240	»
80. Bruschi dott. Giulio	»	40,950	»
81. Natali dott. Eolo	»	40,920	»
82. Di Leve dott. Luigi	»	40,500	»
83. Bonuzzi dott. Alessandro	»	39,990	»
84. Mammi dott. Luciano	»	39,877	»
85. Zocchia dott. Giuseppe	»	39,850	»
86. Fossari dott. Michele	»	39,800	»
87. Martani dott. Bruno	»	39,730	»
88. Ceresini dott. Emilio	»	39,680	»
89. Soprani dott. Leo	»	39,650	»
90. Tognetti dott. Roberto	»	39,600	»
91. Corradi dott. Luciano	»	39,267	»
92. Pansera dott. Bruno	»	39,100	»
93. Pradella dott. Fidenzio	»	39,059	»
94. Bonuzzi dott. Ettore	»	39,000	»
95. Benatti dott. Credo	»	38,874	»
96. Morelli dott. Paolo	»	38,810	»
97. Orio dott. Tullio	»	37,667	»
98. Menta dott. Guglielmo	»	37,660	»
99. Venturelli dott. Aldo	»	37,420	»
100. Villano dott. Carlo	»	37,204	»
101. Marastoni dott. Efro	»	36,950	»

Il presente decreto sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia, nel bollettino atti ufficiali di questa Prefettura e, per otto giorni consecutivi, all'albo di questa Prefettura.

Mantova, addì 17 dicembre 1956

Il prefetto: CARUSO

(319)

PREFETTURA DI TREVISO

Graduatoria generale del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Treviso

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI TREVISO

Visto il proprio decreto in data 30 dicembre 1954, numero 38029/San. con il quale venivano banditi i concorsi ai posti di medico condotto, veterinario condotto ed ostetrica condotta, vacanti nei Comuni della Provincia alla data del 30 novembre 1954;

Visti i propri decreti in data 5 novembre 1956 n. 38029/San. e n. 48429/San. in data 9 dicembre 1956, con i quali si provvedeva all'ammissione delle candidate che avevano presentato tempestivamente la domanda per la partecipazione al concorso di ostetrica condotta;

Vista la graduatoria presentata dalla Commissione giudicatrice del concorso per i posti di ostetrica condotta ed i verbali relativi ai lavori espletati da detta Commissione, e riconosciutili regolari;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regolamento 11 marzo 1935, n. 281, sui concorsi ai posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria delle concorrenti idonee nel concorso ai posti di ostetrica condotta vacanti nei Comuni della provincia di Treviso alla data 30 novembre 1954:

1. Follador Emma	punti	58,103	su 100
2. Cavinato Laura	»	53,532	»
3. Sella Angela	»	53,246	»
4. Olivotto Vittorina	»	52,607	»
5. Aviano Elda	»	52,002	»
6. Vatri Marcella	»	51,374	»
7. Todesco Giovanna	»	50,781	»
8. Mazzucchelli Miranda	»	50,470	»
9. Franchetto Carmela	»	49,991	»
10. Borgna Clara	»	49,847	»
11. Casarin Mirra	»	49,845	»
12. Marchesin Rita	»	49,801	»
13. Bettiol Zenaide	»	49,687	»
14. Dalla Riva Inès	»	49,616	»
15. Reginato Luigia	»	49,396	»
16. Montagner Maria	»	49,255	»
17. Piccoli Olga	»	49,229	»
18. Galdarossa Amelia	»	49,199	»
19. Ballis Sabina	»	49,177	»
20. Mazzanti Licia	»	49,153	»
21. Loddi Natalina	»	49,083	»
22. Rebecca Carmela	»	48,785	»
23. Pitton Ida	»	47,825	»
24. Dal Moro Angela	»	47,468	»
25. Pareschi Leide	»	47,458	»
26. Barbuto Francesca	»	47,129	»
27. Baratto Emma	»	47,095	»
28. Zamuner Rosana Enza	»	46,860	»
29. Salvador Angelina	»	46,781	»
30. Salvador Maria	»	46,477	»
31. Casonato Maria Teresa	»	46,270	»
32. Giotto Massimina	»	46,219	»
33. Tagliapietra Giuseppina	»	46,000	»
34. Serafini Nazzarena	»	45,820	»
35. Marchiori Elda	»	45,510	»
36. Giotto Gemma	»	44,869	»
37. Ravenna Amalia	»	44,843	»
38. Turregota Maria	»	43,895	»
39. Toso Anna Clara	»	43,750	»
40. Carniel Anna Maria	»	42,784	»
41. Bianchin Maria	»	42,782	»
42. Volpato Giulietta	»	42,587	»
43. Forest Maria Teresa	»	42,515	»
44. Rossi Maria	»	41,596	»
45. Bonato Maria Teresa	»	40,953	»
46. Zanchetta Geltrude	»	40,844	»
47. Toniutti Anita	»	40,664	»
48. Loberto Elia	»	40,500	»
49. Cazorzi Elena	»	40,383	»
50. Magro Maria	»	40,190	»
51. Spiller Irma	»	40,041	»
52. Gatto Antonietta	»	39,670	»

53. Fracasso Saida	punti 39,111	su 100
54. Azzalini Lidia	38,126	»
55. Bonetto Bernardina	» 38,118	
56. Fregonese Gentile	» 37,693	
57. Di Bello Giovanna	37,575	
58. Gemin Silvana	37,236	
59. Ziliotto Natalina	» 36,520	
60. Ortali Maria	» 35,127	»
61. Giotto Emma	» 35,000	»

Il presente decreto sarà inserito e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati.

Treviso, addì 10 gennaio 1957

Il prefetto: CASTELLUCCI

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI TREVISO

Visto il proprio decreto in data 30 dicembre 1954, numero 38029/San., con il quale venivano banditi i concorsi ai posti di medico condotto veterinario condotto ed ostetrica condotta, vacanti nei Comuni della Provincia alla data del 30 novembre 1954;

Visto il proprio decreto in data 10 gennaio 1957, numero 1327/San. con il quale è stata approvata la graduatoria delle concorrenti idonee nel concorso ai posti di ostetrica condotta vacanti nei Comuni della Provincia di cui al precitato decreto;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regolamento 11 marzo 1935, n. 281, sui concorsi ai posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie;

Viste le preferenze espresse in domanda in ordine alle sedi da parte delle concorrenti idonee;

Decreta

Le seguenti concorrenti sono dichiarate vincitrici della condotta ostetrica a fianco di ciascuna di esse indicata:

Follador Emma Fonte;
Cavinato Laura: Quinto;
Sella Angela Volpago del Montello;
Olivotto Vittorina: Arcade;
Aviano Elda. San Polo di Piave;
Vatri Marcella: Gorgo al Monticano;
Todesco Giovanna: Refrontolo.

Le Amministrazioni comunali interessate dovranno provvedere alla nomina della vincitrice entro il termine di giorni 15 dalla ricezione del presente decreto.

Il presente decreto sarà inserito e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo di questa Prefettura e dei Comuni interessati.

Treviso, addì 11 gennaio 1957

Il prefetto: CASTELLUCCI

(380)

PREFETTURA DI MATERA

Graduatoria del concorso per il conferimento dell'autorizzazione all'apertura ed all'esercizio di farmacie in provincia di Matera.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI MATERA

Visto il proprio decreto n. 15788 Div. 3ª san. in data 15 giugno 1955, con il quale fu indetto un pubblico concorso per titoli per il conferimento dell'autorizzazione all'apertura ed all'esercizio delle seguenti farmacie: Aliano, Calciano, Cirigliano, Gorgoglione, Matera (2ª zona), Matera (6ª zona), Montalbano Jonico (frazione di Scanzano), Oliveto Lucano, Pomarico (1ª zona), San Giorgio Lucano e Valsinni;

Visti i verbali della Commissione giudicatrice del concorso, nominata ai sensi dell'art. 105 del testo unico delle leggi sanitarie;

Ritenuta la regolarità delle operazioni svolte dalla Commissione giudicatrice e di tutti gli altri atti relativi allo svolgimento del concorso;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto l'art. 11 del regolamento per l'esercizio farmaceutico approvato con regio decreto 30 settembre 1938, n. 1706;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei candidati ammessi al concorso di cui sopra:

1. Motta Michele	punti 98,5000
2. Stefanizzo Michele	» 84,3625
3. Coriglione Pasquale	» 83,7000
4. Tortorelli Domenico	» 78,3500
5. Carbonara Raffaele	» 75,8250
6. Schirosa Mario	» 66,3550
7. Gallo Giuseppe	» 66,3500
8. Campolongo Italo	» 59,0000
9. Tilena Angela Maria	52,1000
10. De Fraia Raffaele	50,6875
11. Catucci Francesco	48,9125
12. Bruno Giuseppina	47,2875
13. Lunati Michele	45,8000
14. Maiorana Giovanni	45,7250
15. Saracini Carlo	43,5000
16. Clemente Concettina	43,4500
17. Salomone Mariannina	42,5000
18. Salomone Brigida	41,5000
19. Romeo Leonardo	40,5000
20. Scattaglia Francesca, coniugata	» 38,5000
21. Antonucci Giovanna Maria	» 38,5000

Al candidato Lunati Michele viene attribuito il punteggio complessivo di punti 46,0510 esclusivamente ai fini della graduatoria relativa alla farmacia del comune di Valsinni.

Al candidato Maiorana Giovanni viene attribuito il punteggio complessivo di punti 45,9100 esclusivamente ai fini della graduatoria relativa alla farmacia del comune di Aliano.

Il presente decreto sarà comunicato ai concorrenti per mezzo di lettera raccomandata con ricevuta di ritorno, ai sensi dell'art. 11 del regolamento 30 settembre 1938, n. 1706.

Matera, addì 17 dicembre 1956

Il prefetto: TEDESCO

(320)

Graduatoria generale del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Matera

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI MATERA

Visto il decreto prefettizio n. 10260 del 22 aprile 1955, con il quale è stato indetto pubblico concorso per il conferimento dei posti di veterinario condotto vacanti in Provincia al 30 novembre 1954;

Visti i verbali della Commissione giudicatrice nominata con decreto prefettizio n. 10875 del 20 aprile 1956, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 118 del 15 maggio 1956;

Constatata la regolarità del procedimento seguito dalla Commissione predetta e di tutti gli atti del concorso;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265, e successive modificazioni;

Visti gli articoli 23 e 55 del regolamento sui concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria di merito del concorso indicato in narrativa:

1. Di Muccio dott. Domenico	punti 50,13	su 100
2. Manicone dott. Oronzo	» 47,68	»
3. Principe dott. Michele	» 47,37	»
4. Verre dott. Gaetano	» 47,00	»
5. Perreca dott. Raffaele	» 45,50	»
6. Penna dott. Alfredo	» 45,35	»
7. Trotta dott. Michele	45,01	»
8. Bruno dott. Francesco	» 44,40	»
9. Vitiello dott Amerigo	» 43,14	»

10. Gallo dott. Pasquale punti 42,46 su 100
11. Di Pierro dott. Raffaele » 42,20 »
12. Rivellini dott. Pietro » 41,80 »
13. Montemurro dott. Pietro » 41,25 »
14. Belvederesi dott. Vittorio » 41,09 »
15. Mormando dott. Nicola » 40,50 »
16. Miranda dott. Luigi » 40,19 »
17. Fini dott. Dario » 40,16 »
18. Coliolo dott. Emilio » 39,42 »
19. Gaggiano dott. Michelangelo » 39,27 »
20. Ceci dott. Donato » 39,00 »
21. Merlino dott. Giuseppe » 38,55 »
22. Russo dott. Guido » 37,25 »
23. Caldararo dott. Luigi » 36,00 »
24. Di Nunzio dott. Nicola » 35,50 »

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati.

Matera, addì 9 gennaio 1957

Il prefetto TEDESCO

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI MATERA

Visto il decreto prefettizio n. 10260 del 22 aprile 1955, col quale venne bandito il concorso per le condotte veterinarie di:

a) Craco; *n)* Aliano.

vacanti nella provincia di Matera al 30 novembre 1954;

Visto il decreto prefettizio di pari numero e data, col quale è stata approvata la graduatoria di merito del concorso sopracitato;

Viste le preferenze indicate da ciascun concorrente nella domanda di partecipazione al concorso;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265, e successive modificazioni;

Visto l'art. 55 del regolamento sui concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

I sottoelencati sanitari sono dichiarati vincitori dei concorsi indicati in premessa e assegnati alle condotte veterinarie a fianco di ciascuno indicate:

1. Di Muccio dott. Domenico: Craco;
2. Manicone dott. Oronzo: Aliano.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati.

Matera, addì 9 gennaio 1957

Il prefetto TEDESCO

(379)

PREFETTURA DI PAVIA

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a due posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Pavia al 30 novembre 1955.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI PAVIA

Visto il decreto prefettizio n. 21015 del 28 aprile 1956, con il quale veniva bandito un pubblico concorso per titoli ed esami a due posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Pavia al 30 novembre 1955 (Consorzi veterinari di Lungavilla e di Godiasco);

Ritenuta la necessità di provvedere alla costituzione della Commissione giudicatrice, ai sensi dell'art. 12 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854, sul decentramento dei servizi dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica;

Vista la terna dei docenti proposta dall'Ordine dei veterinari di Pavia con lettera in data 23 ottobre 1956, n. 357;

Viste le terne di veterinari condotti proposte dai Consorzi veterinari di Lungavilla e di Godiasco ai sensi dell'art. 13 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854, sul decentramento dei servizi dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica;

Visto l'art. 47 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visti gli articoli 12 e 13 del decreto del Presidente della Repubblica del 10 giugno 1955, n. 854;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso di cui alle premesse è costituita come appresso:

Presidente:

Jacono dott. Salvatore, vice prefetto ispettore.

Componenti:

Farina dott. Alessandro, veterinario provinciale;

Stazzi prof. Pietro, docente di igiene e polizia sanitaria veterinaria;

Seren prof. Ennio, docente in clinica medica veterinaria;

Omodei Salè dott. Cesare, veterinario condotto.

Segretario:

Cardone dott. Augusto.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura di Pavia.

Pavia, addì 21 dicembre 1956

Il prefetto: LORÈ

(311)

PREFETTURA DI ROVIGO

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Rovigo al 30 novembre 1955.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI ROVIGO

Visto il decreto prefettizio n. 12701, in data 17 maggio 1956, con il quale è stato indetto un pubblico concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Rovigo al 30 novembre 1955;

Ritenuto di dover provvedere alla nomina della Commissione giudicatrice del concorso stesso;

Vista la designazione fatta dall'Ordine provinciale dei medici e le terne proposte dai Comuni interessati;

Visti l'art. 50 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281, e gli articoli 12 e 13 del decreto del Presidente della Repubblica, in data 10 giugno 1955, n. 854;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Rovigo al 30 novembre 1955, viene così costituita:

Presidente:

Bruno dott. Umberto, ff. vice prefetto ispettore.

Componenti:

Minissale dott. Vittorio, medico provinciale;

Revoltella prof. dott. G. Battista, direttore della clinica ostetrica ginecologica dell'Università di Padova;

Bianchi prof. dott. Mario, primario ostetrico dell'Ospedale civile di Rovigo;

Cavallaro Maria, ostetrica condotta del comune di Rovigo.

Segretario

Fusillo dott. Ruggero, consigliere di prefettura.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura.

Rovigo, addì 28 dicembre 1956

Il prefetto: SCOLARO

(308)

PREFETTURA DI ROVIGO

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Rovigo al 30 novembre 1955.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI ROVIGO

Visto il decreto prefettizio, n. 12701, in data 17 maggio 1956, con il quale è stato indetto un pubblico concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Rovigo al 30 novembre 1955;

Ritenuto di dover provvedere alla nomina della Commissione giudicatrice del concorso stesso;

Vista la designazione fatta dall'Ordine provinciale dei medici e le terne proposte dai Comuni interessati;

Visti l'art. 44 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281, e gli articoli 12 e 13 del decreto del Presidente della Repubblica, in data 10 giugno 1955, n. 854;

Decreta

La Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Rovigo al 30 novembre 1955, viene così costituita:

Presidente:

Martusciello dott. Arturo, vice prefetto.

Componenti:

Minissale dott. Vittorio, medico provinciale;

Barasciutti prof. Alessandro, primario medico dell'Ospedale civile di Adria;

Ferro prof. Agostino, primario chirurgo dell'Ospedale civile di Rovigo;

Colombo dott. Giuseppe, medico condotto del comune di Rovigo.

Segretario:

Vitelli Casella dott. Alessandro, consigliere di prefettura.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi nell'albo della Prefettura.

Rovigo, addì 28 dicembre 1956

Il prefetto: SCOLARO

(309)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso al posto di veterinario condotto vacante nella provincia di Rovigo al 30 novembre 1955.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI ROVIGO

Visto il decreto prefettizio, n. 12701, in data 17 maggio 1956, con il quale è stato indetto un pubblico concorso ad un posto di veterinario condotto vacante nella provincia di Rovigo al 30 novembre 1955;

Ritenuto di dover provvedere alla nomina della Commissione giudicatrice del concorso stesso;

Vista la designazione fatta dall'Ordine provinciale dei veterinari e la terna proposta dal Comune interessato;

Visto l'art. 47 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281 e gli articoli 12 e 13 del decreto del Presidente della Repubblica, in data 10 giugno 1955, n. 854;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso al posto di veterinario condotto, vacante nella provincia di Rovigo al 30 novembre 1955, viene così costituita:

Presidente:

Martusciello dott. Arturo, vice prefetto.

Componenti:

Costanzo dott. Raffaele, veterinario provinciale;

Seren prof. dott. Ennio, direttore della clinica medico-veterinaria dell'Università di Milano;

Menzani prof. dott. Cesare, docente in igiene e polizia sanitaria, direttore dell'Istituto zooprofilattico sperimentale di Padova;

Sacchi dott. Edoardo, veterinario condotto del comune di Adria.

Segretario:

Felis dott. Giuseppe, consigliere di prefettura.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura.

Rovigo, addì 28 dicembre 1956

Il prefetto: SCOLARO

(310)

MOLA FELICE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.